



n°6, juin 2008

Jean-François Bayart

Chercheur au CNRS (SciencesPo. – CERI)

Travailler plus pour exporter moins

Avec son style inimitable de chef de rayon de grande surface, Nicolas Sarkozy veut doper le commerce extérieur. Son fétichisme des grands contrats, qui l'amène à convoiter jusqu'au stylo qui les a signés comme à Bucarest, le conduit à des impairs. Ainsi à Pékin, lorsqu'il s'est immiscé dans la négociation entre Airbus et la Chine, en arrachant à Louis Gallois des concessions industriellement dangereuses afin que la vente figure au palmarès de sa visite. L'appétit du Président lui fait aussi oublier la décence qui sied à la « patrie des droits de l'Homme ». Pendant les tortures, l'export continue ! Nicolas Sarkozy n'est certes pas le premier chef d'Etat occidental à se transformer en voyageur de commerce. Mais dans cet exercice il n'est ni le plus élégant ni le plus habile. En décembre, Madrid a signé davantage de contrats avec la Libye que Paris, tout en gardant son quant-à-soi. L'activisme de Nicolas Sarkozy s'accompagne parfois de nonchalance : à un mois de la présidence française, il a renoncé à se rendre au sommet Union européenne-Amérique latine-Caraïbes, les 16-17 mai. Il donne le sentiment de ne pas toujours mesurer les conséquences économiques de ses choix internationaux. Il sacrifie les marchés émergents de la Turquie et de l'Iran, dont le rayonnement commercial dépasse de loin leurs frontières. S'ajoutant à la reconnaissance du génocide des Arméniens par le Parlement, l'opposition de Nicolas Sarkozy à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne a disqualifié les entreprises de l'Hexagone dans ce pays. Elles ont de la sorte perdu des marchés importants. Et Areva n'a plus guère de chances d'emporter la filière nucléaire civile. De même, l'alignement de Nicolas Sarkozy sur les Etats-Unis face à l'Iran, sa volonté de faire adopter par l'Union européenne un nouveau train de sanctions contre celui-ci pénalisent les groupes français, présents dans l'automobile, les

télécommunications, les hydrocarbures. Plus grave, la France se ferme la porte de l'Etat qui tient une clef du marché mondial du gaz et le pousse dans les bras de Gazprom. Interdit d'investissement dans le gisement de South Pars, GDF a de ce fait été évincé du pipe-line Nabucco qui doit relier celui-ci au marché européen via l'Anatolie.

Travailler plus pour exporter moins ? La diplomatie économique du sarkozisme a sa cohérence cachée. Derrière l'atlantisme militaire avéré du Président se profile un atlantisme tu. Sous l'influence de son conseiller Ramon Fernandez, celui-ci donne la priorité à l'élaboration, dans le cadre de l'OCDE, d'un espace multilatéral de normes d'investissement dans lequel il entend conférer à la France sa part de leadership aux côtés des Etats-Unis et du Royaume-Uni. Mais là où Mitterrand avait concilié le déploiement des Pershing et l'accord gazier avec l'URSS, Nicolas Sarkozy abandonne l'indépendance de la politique étrangère, et notamment «arabe», de ses prédécesseurs.